



**Assemblée générale de la CIMADE**  
**Samedi 24 mars 2018**  
**François Clavairoly**

En tout premier lieu, il me revient de dire à chacune et chacun des acteurs de la Cimade les mots d'un remerciement, les mots de notre gratitude et l'expression d'une réelle reconnaissance qui ne peut s'éteindre ni se perdre dans nos mémoires personnelles ou collectives pourtant fragiles.

Au moment où l'Europe est placée devant la question vive et complexe de la pérennité de la démocratie qui est mise en cause par différentes tensions et par les revendications politiques des extrêmes dans plusieurs pays voisins où le populisme fraie son chemin même dans les esprits lucides, au moment où la vraie fidélité aux valeurs qui ont construite l'Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale devient plus que jamais un impératif pour les citoyens qui désirent vivre longtemps encore dans un espace social, politique, économique et culturel ouvert et fondé sur la justice et les droits de l'Homme, la Cimade est et reste plus que jamais au rendez-vous.

Dire merci est alors ici la moindre des choses. Dire notre gratitude pour l'engagement au long cours qui est le vôtre, c'est publiquement, au nom du protestantisme français, assumer une solidarité avec vous. Et puis, exprimer une réelle reconnaissance, au nom de la Fédération protestante de France, c'est souligner que les sujets que vous portez sont non seulement les vôtres, non seulement les nôtres, mais aussi, même si elle n'en a pas entièrement conscience, ceux de la société toute entière dans ses différentes dimensions. Ces sujets sont ceux exactement de la fraternité, de la liberté, de l'égalité, de la laïcité, de la solidarité et de la dignité humaine.

Vous avez décidé, je vous cite, d'agir en solidarité « avec » les personnes étrangères, et non pas seulement pour elles, nous sommes avec vous. Vous avez décidé de défendre la dignité humaine et les droits fondamentaux, nous sommes avec vous, de construire une société plus ouverte, plus juste, plus fraternelle, nous sommes avec vous.

L'année 2018 est donc celle des combats à poursuivre, ceux de l'accueil et de l'accompagnement des demandeurs d'asile, des réfugiés, des migrants, des plus vulnérables qui se confient à vous. Pour faire sens, pour comprendre les sens de cette année, il faut toutefois faire mémoire avec discernement de ceux qui nous ont précédés. Car sans cette mémoire, nous serions dans un mouvement sans racine, sans référence, sans ancrage, et nous dériverions assez vite dans un activisme grisant, certes, et gratifiant, à bien des égards, connaissant bien des fatigues et bien des découragements, et puis des énergies renouvelées, des enthousiasmes et des bonheurs, certes, mais avec comme seule justification l'auto justification d'une bonne œuvre qu'il nous plairait d'accomplir, sans en connaître vraiment ni

l'origine ni le sens ni la promesse encore inaccomplie mais déjà tenue mystérieusement par celui qui nous met en route.

Je pourrais donc évoquer ici bien des figures anciennes et connues, en France ou ailleurs, et chacun pourra même se souvenir secrètement, dans sa conscience et sa mémoire personnelle, des noms et des visages de ceux qui les ont encouragés un jour à s'engager corps et âme dans l'aventure Cimade, par une parole, par un signe, par un appel qui a changé le cours de l'existence. Chacun, en effet, a un souvenir bien singulier et parfois même émouvant de cette belle et douloureuse histoire de la Cimade, moi y compris et mon épouse Laure, lorsqu'à Lille, il y a longtemps déjà, nous recevions des clandestins au presbytère et que le Ministre de l'Intérieur de l'époque osait parler des permanents de la Cimade qui enfrenaient ainsi la loi en les qualifiant de dames patronnesses pour mieux les disqualifier, justement.

Mais je veux évoquer quelqu'un qui ne nous appartient pas, qui n'est pas d'ici, quelqu'un qui appartient à tous, en quelque sorte, Martin Luther King, assassiné en 1968, il y a 50 ans, et dont la parole et l'action pour la responsabilité et la solidarité à l'égard des plus petits demeurent d'une actualité vive. Cet homme dont nous n'avons pas fini de découvrir l'enseignement, a été sentinelle et vigie, à sa façon, comme vous l'êtes aujourd'hui, vous la Cimade, ainsi que le soulignait le Président Macron lors du Colloque organisé par la FPF à l'Hôtel de Ville en septembre dernier, à l'occasion des 500 ans de la Réforme

Martin Luther King, donc, employait, certes, une autre image que celle de la vigie, une image que je veux vous transmettre et qui est celle du tambour-major, une image qui va bien à la Cimade, qui va bien à sa présidente, pardonne moi Geneviève, à son secrétaire général, pardonne moi, cher Jean-Claude, à chacun des équipiers, à chacun des membres, des bénévoles, et dont l'idée maîtresse reste toujours la même, une idée inspirée de l'évangile de Matthieu, un texte emblématique. Je cite, en vous demandant de penser à vous quand je cite : *« Je voudrais que vous soyez en mesure de dire au jour de ma mort que j'ai essayé de nourrir les affamés, je voudrais que vous soyez en mesure de dire que j'ai essayé de revêtir ceux qui étaient nus, je voudrais que vous soyez en mesure de dire que j'ai essayé de rendre visite à ceux qui étaient en prison. Je voudrais que vous soyez en mesure de dire que j'ai essayé d'aimer et de servir l'humanité. Oui, si vous voulez dire que j'étais un tambour-major, dites que j'ai été un tambour-major de la justice. Dites que j'ai été un tambour-major de la paix »*<sup>1</sup>.

Vous aurez compris que la conception de la religion et de la foi, chez ce pasteur fils de pasteur, et donc chez chacun de vous, ne pouvait pas se réduire à des mots prononcés en privé seulement ou à des sermons déclamés en des lieux réservés à quelques convaincus, ou encore que la religion parlait du ciel et prônait la fuite des réalités de ce monde. Elle se déployait au contraire dans le champ-même de la cité, du pays et de la justice.

Sa lutte contre la ségrégation, ses prises de positions contre la guerre du Vietnam et sa conscience aiguë de la grande pauvreté des ghettos des villes américaines, rencontraient les résistances de ceux-là mêmes qui se disaient sans vergogne être d'accord avec lui mais qui ne faisaient pas grand-chose, lui reprochant ses bonnes intentions, son amateurisme ou lui opposant son idéologie et son manque de pragmatisme. Ces gens qui disaient sans doute, comme nous l'entendons dans certains ministères du gouvernement français : « Vous êtes dans votre rôle, c'est bien, et nous dans le nôtre. » Et cela était et reste insupportable car

exactement à l'opposé de la volonté de l'écoute et de la rencontre constructive d'un vivre ensemble.

L'autre appel à la mémoire que je voudrais lancer est celui qui concerne un texte, celui de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, des droits qui ne sont pas ceux de quelques-uns mais de bien tous.

C'est ici le sens précieux de ce que rappelle l'historienne Valentine Zuber quant à l'origine religieuse des Droits de l'Homme et du citoyen, lorsqu'elle en décrit l'histoire et lorsqu'elle montre qu'en réalité le christianisme est loin de n'y être pour rien, tout au contraire, et que le protestantisme, en particulier, y a pris toute sa part. Non pour en tirer quelque gloire, mais pour qu'aujourd'hui encore, lorsqu'il veut lutter dans ce sens, il soit reconnu par les autorités comme légitime en s'y référant, comme il se réfère à ce que le Christ proclame. Et il en va de même pour ce qui est de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, celle de la protestante Eleanor Roosevelt, comme l'écrit avec audace Valentine Zuber, un texte qui n'a pas de référence religieuse, « *un texte laïc mais qui est assez vaste pour accueillir toutes les propositions de sens pourvu que celles-ci en respectent les termes profondément humanistes* »<sup>ii</sup>.

Depuis si longtemps, les Églises, les œuvres, les associations, les fondations, les mouvements protestants se sont engagés sur ces chemins de responsabilité et de solidarité que vous connaissez bien. Je pense à l'Armée du Salut, à la Fondation John Bost, à la Fondation Diaconesses de Reuilly, au CASP et à la FEP. Une goutte d'eau, peut-être, plus qu'une goutte d'eau en vérité, une richesse incroyable et de très grande qualité. Une qualité mise à mal par les choix budgétaires et par les orientations politiques récentes.

Quant à la question de l'accueil des réfugiés se protégeant comme ils peuvent des violences des conflits du Proche-Orient, d'Afrique ou d'ailleurs, l'écart est critique entre les postures, les discours et les choix politiques effectif de notre gouvernement, l'écart est même critiquable.

J'ai pu dire avec vous, et d'une certaine manière grâce à vous qui avez alerté l'opinion, ce dont je vous remercie encore, que la circulaire du 12 décembre 2017 relative à l'examen des situations administratives dans l'hébergement d'urgence n'était pas en cohérence avec le principe même de l'inconditionnalité de l'accueil d'urgence et que les mesures envisagées allaient créer un esprit de crainte chez les personnes accueillies et de suspicion chez tous les autres et non pas de confiance. Et dans mes rencontres avec les représentants de l'Etat, j'ai aussi témoigné que les associations souhaitaient et souhaitent toujours une vraie concertation et non pas un simulacre de dialogue quant à la question de l'accueil des réfugiés. Des associations qui ne sont pas dans l'émotion, dans l'agression ou aveuglées par une bonne volonté irréaliste, mais qui sont compétentes et légitimes, notamment la Cimade dont la FPF est solidaire et dont elle appuie chaque fois qu'elle le peut les analyses et les revendications.

Au fond, sur tous ces sujets, le protestantisme est à l'œuvre sur trois plans :

Il l'est sur le plan du plaidoyer, sur celui de la communication et sur celui de l'action.

Par le plaidoyer, il fait valoir devant ceux qui ont des responsabilités politiques ce que les acteurs comme vous expérimentent et analysent. Lors de la dernière Assemblée générale de

la FPF, notamment, une recommandation sur la question des réfugiés a été votée, et le texte rédigé en commun par la FEP et la Cimade a été transmis et diffusé. Il a été envoyé aux députés et aux sénateurs, et nous recevons des retours, marqués par un intérêt, parfois par un étonnement, parfois encore heureusement par un désir de dialogue. De même, dans les entretiens qui nous mettent en lien avec tel ministre, et parfois, comme en décembre et janvier dernier, avec le Président, nous faisons passer le message, et l'écho du tambour-major de la justice et de la paix qu'est pour la société française la Cimade. Nous sommes les porteurs de votre parole, porte-parole de votre message prophétique.

Par la communication, ensuite, nous valorisons les actions entreprises, les accueils, les accompagnements et les aides fournies par les associations. Nous faisons valoir auprès des autorités mais aussi des personnes en responsabilité, auprès des leaders d'opinion et de nos partenaires, l'exigence de l'accueil et le souci de porter cette exigence dans le réel de nos lieux de vie : paroisses, diaconats, associations, réseaux de solidarités, etc.

Il y a là un enjeu majeur, un travail à reprendre inlassablement, et qui est celui de la mobilisation des Églises, des réseaux chrétiens, des membres de nos communautés locales qui sont déjà engagés, certes, mais qui sont plus que jamais requis dans cette perspective. Il faudra relancer sans doute une campagne de mobilisation des Églises, en concertation avec les personnes concernées au premier chef, les présidents d'Églises, les secrétaires généraux, les conseils et comités directeurs. Le petit peuple du protestantisme est prêt, il est à l'écoute, et il est généreux. Il attend que la Cimade raconte encore et encore les détresses et les promesses de sa mission pour l'aider et la consolider. La FPF se tient elle-même au service de cette communication si indispensable aujourd'hui. C'est là son rôle, aussi, de valorisation et de transmission.

Par l'action, enfin et surtout, chacun est ici mobilisé. Depuis fin 2013, où j'arrivais à la FPF, la crise syrienne d'abord, puis tant d'autres sujets liés au Proche-Orient ou aux crises des pays subsahariens, nous ont mobilisés. Nous sommes loin du temps où le Ministre Valls me disait que la France accueillerait 450 familles syriennes... La Cimade en particulier mais aussi d'autres acteurs ont été responsables. Des associations, des familles, des réseaux œcuméniques et des collectivités ont pris de nombreuses initiatives dans le domaine de l'accueil.

De même, sur un plan tout autant concret que symbolique, avec la Conférence des évêques de France, Caritas, la FEP et Sant-Egidio, nous avons lancé le programme des couloirs humanitaires qui aura vu le cinquième accueil se dérouler à Roissy hier soir vendredi où nous avons accueillis des réfugiés considérés comme vulnérables selon les critères de l'ONU.

La question migratoire, au sens large du terme, ne se réduit toutefois pas à proprement parler au sujet de l'accueil des réfugiés. Elle est bien plus vaste et emporte avec elle des questions politiques et éthiques que chacun est appelé à mesurer : quelle Europe voulons nous construire, comme je l'évoquais en début de propos, quelles valeurs voulons nous placer au cœur de son projet, quels moyens nous donnons-nous pour le faire réussir ensemble ? Entre la forteresse illusoire et marquée par une fièvre obsidionale et l'espace ouvert sans frontière aucune, quelles régulations, quels consensus, et surtout quelle politique pour en tracer les perspectives.

Aujourd'hui, j'ai eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises, les mesures techniques et les projets de lois ne font pas totalement sens dans la mesure où le dialogue n'est manifestement pas établi en confiance entre les uns et les autres, dans la mesure aussi où nous n'avons pas entendu depuis la campagne électorale de la présidentielle de discours argumenté, de récit, de projet commun discuté entre Etats sur ce que devrait être l'Europe, au plan de la situation migratoire. Et cette absence non pas de réglementation mais bien de parole politique au sens le plus noble du terme, nuit à la chacun, car chacun est alors renvoyé à ses propres perceptions, souvent subjectives, à ses propres convictions, souvent péremptives, à ses propres analyses, souvent incomplètes. De même, dans le pays, la parole non pas des spécialistes ou des responsables associatifs, mais la parole politique fait assez largement défaut sur ce sujet, les partis étant préoccupés sans doute par des sujets plus importants à leurs yeux.

Que nous arrive-t-il ?

Est-ce parce que la parole des partis politiques est moins ferme sur ce sujet que nous devons nous substituer à eux ? Est-ce parce que la société civile n'a plus la consistance qu'on lui supposait jusqu'ici ?<sup>iii</sup> Je ne sais pas. Nous ne disposons pas encore de réponse à la hauteur du problème ni de discours qui donne une vraie perspective.

Je pense, alors, je suppose plutôt, qu'il est attendu de nous tous encore plus que ce que nous faisons les uns et les autres, en plus du plaidoyer, de la communication et de l'action, en plus de l'accompagnement et de la veille juridique, en plus des solidarités actives et des réflexions, un effort d'analyse et de proposition pour penser la société est attendu.

Pour penser une société ouverte et accueillante, généreuse et exigeante, et pour tracer les perspectives où la promesse républicaine soit réalisable.

Loin d'instrumentaliser la question migratoire au profit d'un discours haineux, loin de parler seulement ou de faire campagne pour l'accueil des réfugiés sans passer à l'acte de l'engagement, loin de s'épuiser dans des initiatives indispensables, urgentes et nécessaires, il me semble que le temps vient où nous avons à proposer. Ici la situation protestante est fragile mais les réseaux existants et les idées nombreuses. Et l'expertise de la Cimade est précieuse, ses analyses et ses réflexions sont indispensables. Il nous faut avancer certainement demain plus encore qu'aujourd'hui dans cette dynamique de proposition. Le tambour-major ne fait pas qu'ouvrir la marche, il ne fait pas que du bruit, il indique par sa présence même qu'une route s'ouvre et que le chemin de la justice et de la paix peut se laisser emprunter par qui ose se mettre en route. Le réseau n'est pas seulement ici, dans le pays, il est en Europe, à la KEK, dans l'ensemble du réseau européen, et au COE. La Cimade doit y prendre toute sa place. Merci à vous toutes et tous,

F.C

---

<sup>1</sup> « The drum major instinct », 4 février 1968 in Martin Luther King, Sylvie Laurent, Le Seuil, Paris. 2015.

<sup>2</sup> « L'origine religieuse des Droits de l'Homme », Valentine Zuber, Labor et Fides, Genève. 2017.

<sup>3</sup> « Où est passée la société civile ? », Anne Dujin, in Esprit n°437, septembre 2017. Paris.